Publication de la  Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÊME, DE HONGRIE ET D'ORIENT.
PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé . . 10 c.
Pour Paris :
Trois mois. . . . . 1 fr. 25
Six mois. 2 50
Un an . . . . 5 »
On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

Pour la Province et l'Etranger :
Trois mois . . . . 2 fr. 50 c.
Six mois . . . . 5 »
Un an . . . . 10 »
On s'abonne, pour l'Étranger, chez Franck, successeur de Brockhaus, à Paris et à Leipzig.

La Pologne s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.
N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressées à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'Ecole de médecine, à Paris. — Toutes les lettres ou demandes venues de Pologne, de Russie ou d'Autriche doivent être envoyées affranchies à la librairie Franck, à Leipzig.

2e Année. — Numéro 18. — 23 Septembre 1849.

De la centralisation autrichienne en Hongrie.

A peine la lutte armée des peuples est-elle finie ou plutôt suspendue en Autriche, qu'on en voit recommencer une autre. Le ban Ielatchitj a profité de l'absence de quelques membres indépendants du conseil banal pour se créer dans ce conseil une majorité factice, à l'aide de laquelle il a obtenu la publication sinon légitime, au moins légale de la constitution autrichienne en Croatie. Voilà donc la centralisation imposée de vive force aux Slaves de Hongrie, comme elle l'était déjà à ceux de la Bohême et de la Galicie. « Mais c'est précisément, écrit le *Slavenski iug*, pour nous délivrer de la centralisation que nous avons soutenu une si sanglante lutte contre les Maghyars. N'aurions-nous terminé cette lutte victorieusement qu'afin de pouvoir changer de maître, et accepter des mains allemandes un joug que nous avons repoussé quand des Maghyars nous le présentaient? Pour échapper à cette fatalité, le seul moyen qui nous reste est de maintenir aussi nationales que possible toutes les branches de notre administration.»

« Nos droits sont inaliénables. L'empereur, qui n'est chez nous que le roi des trois royaumes, ne possède comme tel que la moitié du pouvoir souverain; l'autre moitié revient à la nation représentée par ses mandataires à la diète. C'est pourquoi la charte autrichienne ne saurait être proclamée chez nous, sans détruire indignement nos droits les plus sacrés... Aucune loi chez nous n'a de valeur que quand notre diète l'a ratifiée... D'après nos droits antiques, notre diète législative n'a aucun pouvoir au-dessus d'elle, et à côté d'elle elle n'a que le roi, et non pas ses ministres. Si le roi veut avoir des ministres, ce seront des ministres royaux, responsables devant notre diète. Or le cabinet de Vienne n'est pas royal; i forme un ministère pour l'ensemble des affaires autrichiennes, et n'a à répondre qu'aux interpellations du parlement central de l'empire. Nous autres nous voulons avoir chez nous nos ministres de l'intérieur, de la justice et de l'instruction publique; et qu'ils soient tout aussi indépendants, dans la sphère de leurs attributions nationales, que le sont dans les leurs les ministres de l'empire Schmerling, Bach et Leo Thun... Au plus fort de notre zèle ardent pour le maintien de son intégrité, qu'avons-nous accordé à l'Autriche? Rien autre chose que la centralisation, chez elle, des ministères de la guerre, des finances et des affaires étrangères. Ceci, nous le voulons encore, mais rien de plus... »

Ainsi les Slaves demandent que toute l'administration ait lieu pour chaque pays dans la langue nationale. Ils déclarent qu'en consentant à la concentration des deniers publics entre les mains du pouvoir central, ils n'ont pas pour cela consenti à laisser la perception même des impôts à la merci d'une bureaucratie étrangère; ils demandent que chez eux les employés du fisc soient des indigènes. Ce qu'on objecte, sur l'énormité des frais de chancellerie qu'un tel système nécessiterait, se réfute par le seul exemple de la Lombardie et de la Dalmatie, où tous les registres et contrôles étaient tenus jusqu'à présent en Italie, de telle sorte qu'à Vienne le ministre des finances renfermait pour ces provinces un département particu-

lier. Ce qu'on trouve juste et naturel pour l'Italie, ne saurait-il donc le devenir aussi pour les Slaves?

On demande que le même système s'étende à l'armée, que l'administration et le commandement militaire se fassent pour chaque régiment dans la langue de la nation d'où ce régiment est sorti. Une pareille réforme est non seulement équitable, mais stratégiquement avantageuse. Car comment le simple soldat peut-il combattre avec enthousiasme quand ce n'est pas pour sa patrie? et comment s'imaginera-t-il aller à la mort pour sa patrie si le commandement lui arrive, non pas dans sa langue maternelle, mais dans un idiome dont la plupart des mots sont pour lui inintelligibles? En outre, n'est-il pas bien plus facile d'imposer la connaissance de plusieurs langues aux officiers qu'à la masse toujours plus ou moins inculte des soldats? L'expérience pratique vient ici en aide à la théorie. On a vu bien des fois des armées appartenant à des nations et à des empires différents, s'unir pour des opérations communes sous un même commandement; et le succès n'en a pas moins couronné leurs efforts. N'en a-t-on pas la preuve irrécusable dans la récente issue de la guerre hongroise, où des corps d'armées, de langages très divers, exécutaient de formidables manœuvres avec un accord parfait?

Rien donc de plus légitime que le vœu des Slaves de voir introduire leur langue pour tout ce qui les concerne dans l'administration des finances et de l'armée. Outre que ces prétentions sont basées sur leur autonomie historique et héréditaire, c'est encore pour eux l'unique moyen d'opposer au germanisme et à son envahissante bureaucratie un développement progressif de leur nationalité. Mais la charte octroyée du 4 mars ne dit pas un mot de ces réformes: elle prétend, au contraire, introduire partout l'allemand comme langue unique de l'empire. Une conduite si contraire à tous les antécédents diplomatiques n'aura qu'un résultat, celui de rapprocher enfin les Iugo-Slaves des Maghyars. La centralisation ne sera pas plus acceptée par les uns que par les autres. Ce système d'ailleurs, en se consolidant en Hongrie, détruirait de fond en comble les conventions de 1815; et l'Europe ne consentira pas à ce qu'elles soient détruites. Si l'abolition de la république de Cracovie parut déjà sous Louis-Philippe nécessiter un remaniement de l'équilibre politique des États, à combien plus forte raison n'en serait-il pas ainsi dans l'hypothèse que le cabinet de Vienne prétend réaliser? Supposé que l'Occident eût la lâcheté d'y consentir, la Russie, dans son propre intérêt, ne le permettrait pas longtemps.

Ainsi, tous les efforts centralisateurs de l'Autriche n'aboutiront à rien de stable, et ne feront que perpétuer le provisoire. Les Slaves souffrent l'oppression dans le présent, parce qu'ils sentent qu'ils vivront plus longtemps que l'Autriche. Leur heure viendra; car toute race doit avoir son heure, et règne à son tour sur l'histoire et sur le monde, comme, dans le ciel, des soleils nouveaux succèdent aux soleils éclipsés. Nous le répétons, l'Autriche a commencé une inexorable agonie. Elle sera dévorée, ou par *la guerre des races*, qui fera de ses provinces des satrapies moscovites, ou par la libre *fédération des races*, qui fera de cet empire des États-Unis d'Europe.

Correspondance anglaise.
Les servilités de l'Angleterre vis-à-vis du tsar.

Il n'y a pas de politique plus funeste que celle des demi-concessions, car elle mène inévitablement à la faiblesse ou au crime. Si le pouvoir devant lequel vous vous êtes lâchement prosterné ne se contente pas de vos hommages peu sincères, alors il s'ensuit une lutte pleine de haine, et bien plus envenimée que celle qu'on avait voulu éviter par des bassesses. L'histoire humaine présente des preuves nombreuses de cette vérité toujours méconnue. C'est surtout ce que démontrent avec éclat les rapports diplomatiques de l'Angleterre avec la Russie.

Dès l'époque de Pierre le Grand, ces rapports décelaient déjà l'intention hypocrite de capter dans un but mercantile les faveurs moscovites. Une loi qui rendait inviolable la personne des ambassadeurs, fut proposée et votée alors au parlement britannique, uniquement pour pouvoir donner satisfaction au tsar, dont le plénipotentiaire à Londres avait été, en vertu des lois nationales, emprisonné pour dettes. Quoique insignifiant en lui-même, ce fait n'en était pas moins d'un mauvais augure pour l'avenir. Bientôt lord Malmesburry, envoyé près de la tsarine Catherine, lui adressa ces paroles officielles: « Demandez-nous ce que vous voudrez, l'Angleterre ne saurait rien refuser à votre majesté impériale. » Quand les cours spoliatrices conçurent leur projet du démembrement de la Pologne, le même ambassadeur se contenta de dire: « C'est une transaction curieuse, » et l'on n'en parla plus. Le gouvernement français proposa au cabinet de Londres d'armer une flotte pour s'opposer au partage; et il en obtint un refus formel. L'Angleterre a constamment sacrifié la Pologne pour agrandir la Russie, dans la crainte fantastique d'allumer une guerre générale.

On a conservé l'historique des relations entre l'impératrice Catherine et lord Malmesburry: document impérissable de la bassesse anglaise et de l'insolence moscovite. Avons-nous la force de rougir pour ces faits accomplis par nos ancêtres? Loin de là, nous les imitons nous-mêmes. Dans ces conversations futiles au parlement sur nos dépenses nationales, on se récrie toujours contre les subsides mesquinds que l'on donne à quelques pauvres exilés, victimes de l'autocrate; et il n'y a personne pour stigmatiser cet emprunt hollandais, dont l'illégalité est flagrante. Notre secrétaire d'État pour les affaires étrangères s'est occupé très activement à fomenter des troubles dans les États de l'Autriche; et il a encouragé la résistance contre cette rivale de la Russie. Mais a-t-il fait un seul effort sérieux pour contenir l'ambition du tsar ou pour favoriser l'action libre de la Turquie? Nous ne possédons

pas encore les pièces diplomatiques et convaincantes que liront un jour nos successeurs, hélas! aussi inutilement que nous lisons aujourd'hui les preuves de la folie de nos hommes d'État d'autrefois. Mais nous savons qu'une politique servile vis-à-vis de la Russie inspire nos ministres, et qu'ils s'accrochent stupidement à l'alliance moscovite, toujours sous le prétexte banal de préserver l'Europe d'une conflagration générale : et c'est précisément de cette manière que nous préparons pour l'Europe la guerre la plus désastreuse, subissant d'avance une conquête morale, qui amène à grands pas la conquête matérielle.

Le tsar n'a pas même la peine de nous mettre les chaînes. En regardant cette lâcheté des gouvernements d'Occident, les paroles nous manquent pour admirer dignement l'intelligence et l'héroïsme des Polonais et des Hongrois. L'honneur est là ! — Pour nous, quelle limite y a-t-il à notre dégradation? Et quelles sont les victimes nouvelles que nous offrirons encore à la Russie avant que notre ruine soit consommée? L'extradition des généraux hongrois réfugiés sur le sol ottoman est exigée avec menace par les empereurs alliés. Le cabinet turc, pour éluder honorablement ces exigences sanguinaires, compte sur l'appui de la Grande-Bretagne et de la France. Cet appui lui sera-t-il accordé? Nous sommes réduits à en douter. Comment les cabinets qui ont aidé la Russie à briser tant de nationalités se refuseraient-ils à la seconder pour l'assassinat de quelques hommes? Le seul terme à tant de crimes est celui qu'assignera la justice divine, qu'il n'est donné à personne d'insulter éternellement. O...

La Turquie pendant et après la guerre de Hongrie.

Il était naturel que les Hongrois, pendant leur lutte, missent tout en œuvre pour décider la Porte à rompre ouvertement avec la Russie. Aujourd'hui, il est naturel aussi de voir les Hongrois et leurs amis accuser amèrement la Porte, et déclarer la Turquie perdue sans retour parce qu'elle a laissé échapper la seule occasion de sortir facilement, par la voie des armes, de l'espèce d'impasse politique où la Russie l'a enfermée, et où les grandes puissances de l'Occident la laissent avec indifférence. A ces accusations on peut répondre que, sans calculer les suites des rancunes russes et autrichiennes, et malgré l'abandon des puissances occidentales, tout aussi intéressées que la Turquie au succès des Hongrois, la Porte a cependant défendu avec énergie la neutralité de son territoire, en refusant aux armées russes le passage par la Serbie. Les Hongrois devraient tenir compte de ce fait.

Quant aux motifs qui ont dicté à la Porte son rôle expectant et passif, les Hongrois n'ont à les demander qu'à eux-mêmes. Si toutes les provinces de la Hongrie s'étaient trouvées unies contre l'ennemi commun, certes les Austro-Russes n'auraient pas triomphé. La Turquie, composée, elle aussi, d'éléments très divers, a dû, avant toute détermination, sonder l'esprit public de ses provinces chrétiennes. Or les Slaves de Turquie, fraternellement unis depuis des siècles avec les Slaves d'Autriche, n'étaient nullement favorables à la cause maghyare. La Turquie aurait donc détruit l'œuvre à peine ébauchée de sa régénération, en embrassant une cause contre laquelle s'étaient prononcés 8 millions de ses sujets. Les Maghyars ne doivent donc chercher les motifs d'inaction de la Turquie que dans eux-mêmes et dans leur conduite hautaine vis-à-vis de leurs concitoyens slaves.

La Turquie ne pouvait pas oublier qu'elle aura, dans un temps peut-être très rapproché, à défendre son indépendance et son intégrité, et que, pour cette lutte suprême, il lui faudra le concours actif de tous les chrétiens de son empire. La Russie et l'Autriche n'auraient pas mieux demandé que d'entraîner la Turquie dans une guerre très populaire parmi les Musulmans, mais qui aurait brouillé à tout jamais les Slaves avec la race ottomane; car c'est à de pareils résultats que tendent tous les efforts de ces deux puissances.

Identifier l'intérêt des provinces chrétiennes de l'Empire à l'intérêt de la Turquie, c'est mettre un terme et une barrière aux projets de la cour du Nord. — Il faut que le cabinet ottoman persévère dans la voie des réformes; il faut qu'il y marche même d'un pas plus rapide; mais il ne faut pas qu'il entre prématurément en lutte avant de pouvoir compter avec certitude sur ses Slaves et ses Roumains.

Les rapports de la Turquie avec les grandes puissances occidentales suffiraient d'ailleurs pour expliquer l'abstention de la Porte pendant la lutte hongroise. Ces grandes puissances, depuis bientôt deux ans, assistent impassiblement aux plus graves atteintes faites à l'intégrité de l'empire ottoman. L'envahissement de son territoire jusqu'au Danube, la violation de sa neutralité, l'excitation clandestine de ses provinces slaves à la révolte, tous ces attentats n'ont pas provoqué la moindre protestation de la part des cabinets, qui ont cependant reconnu par le traité des détroits l'intérêt de l'Europe occidentale au maintien d'une Turquie indépendante. — Pour entrer en lutte, la Turquie devait sonder les dispositions de ces cabinets. Qu'en pouvait-elle attendre en les voyant insensibles aux outrages les plus graves faits à une puissance amie? Les Hongrois eussent voulu que la Turquie seule, délaissée par l'occident et en dépit de ses nombreux sujets slaves déclarés contre le maghyarisme, vînt jouer le tout pour le tout. Mais, en conscience, le pouvait-elle sans être accusée de folie? Cette puissance a de la vitalité, puisqu'elle progresse malgré l'hostilité de tous ses voisins et l'abandon inintelligent de l'Occident. Mais si elle veut conjurer les orages qui s'entassent sur sa tête, elle ne doit compter que sur elle-même et sur l'intérêt croissant de ses sujets chrétiens à abriter leur nationalité sous le sceptre d'Osman plutôt que sous celui de Habsbourg ou des Romanof. En marchant franchement dans cette voie, la Porte a peu de chose à craindre, et la grande famille des peuples

orientaux, en se groupant autour d'un gouvernement impartial et ami du progrès, pourra défier les aigles conquérantes du Nord. AUG. S.

NOUVELLES.

L'Autriche triomphante repeuple de victimes tous ses cachots historiques. Le Spielberg, Kufstein, Koniggrœtz reçoivent chaque jour de nouveaux et illustres hôtes couverts de la bure du forçat. C'est à Presbourg què siégent les conseils de guerre chargés de prononcer les arrêts de mort contre les insurgés de la Hongrie. Tous ceux des officiers hongrois à qui l'on fait grâce de la vie sont incorporés comme simples soldats dans les régiments de l'empire. D'autres sont livrés aux Cosaques et partent pour la Sibérie, dont les cachots glacés s'ouvrent pour des captifs de toute nation. Les plus à plaindre d'entre eux sont les Russes qui avaient déserté vers les camps de la liberté européenne. On les fait disparaître, sans qu'il reste d'eux aucune trace.

— En Hongrie, la pacification reste toujours douteuse. La garnison de Comorn, qu'on élève à 30 mille hommes, refuse obstinément de se rendre. Son blocus est déjà commencé; et dans l'impossibilité de la prendre par la famine, on pense à l'emporter d'assaut, entreprise hasardeuse qui peut être suivie de bien des échecs. En attendant, des bandes de Guérillas parcourent les campagnes et servent de point de ralliement à tous les hommes désespérés. Le nombre de ces derniers est énorme. Car l'annulation des banknotes de Kossuth a amené la ruine presque totale du pays. Tout l'argent de la Hongrie consiste en papier-monnaie, et le papier autrichien avait été remplacé par le papier national. La prospérité de la Hongrie est donc détruite pour des générations. En acceptant à leur valeur, pendant la durée de leur séjour, les banknotes de Kossuth, pour les transactions commerciales, les généraux russes ont propagé en Hongrie et rendu populaire l'idée que leur gouvernement est plus équitable que celui d'Autriche.

— Kossuth, Dembinski et la plupart des généraux maghyars, se trouvant réunis à Vidin, sous la protection turque, les agents russes à Constantinople emploient, mais en vain, tous les genres de menaces pour arracher au divan leur extradition.

— La Turquie répond aux exigences des Russes par des plaintes amères. Elle leur reproche d'envoyer à son insu et sans son consentement des milliers de fusils en Serbie et en Bulgarie pour y armer les paysans et les soulever ensuite contre le sultan. Le consul russe à Belgrad, Levchin, ourdit mille intrigues pour faire regarder le prince actuel comme traître à son pays, et pour replacer sur le trône de Serbie le vieux Miloch. En même temps la Russie pousse ce vieillard impotent à se mettre à la tête d'une insurrection bulgare contre la Porte. Mais les Bulgares, dit-on, redoutent la suprématie des Serbes, ce qui les empêche de répondre à l'appel moscovite.

— Quant à l'insurrection qui a éclaté dans la Bosnie et la Croatie turque, elle paraît principalement propagée par les Autrichiens: aussi fait-elle peu de progrès, et s'est-elle bornée, jusqu'à présent, au blocus de Bihatch, que le visir de Travnik est même parvenu à faire lever en s'approchant de la place avec une partie de son armée.

— C'est sur le Bosphore que se lient les plus fortes intrigues contre la sécurité de la Turquie et contre son premier ministre, Rechid-Pacha, le seul adversaire sérieux de l'influence russe en Orient. Les accusations de tout genre pleuvent au palais contre Rechid, qui n'a pour unique appui que l'ambassadeur d'Angleterre, Stratfort Canning. Quant à la légation française, principalement représentée en ce moment par M. de Gabriac, elle se montre une amie fanatique des Russes. Rien ne serait, pour ces messieurs, plus agréable que de voir la Turquie payer aux Austro-Russes les frais de la guerre hongroise. On conçoit donc que, craignant d'avoir contre elle au jour du combat tous ses Slaves, ou la moitié de ses sujets, la Porte s'obstine dans une neutralité qui menace, en définitive, de ramener pour l'Occident les catastrophes de 1812 et 1815, fruit de l'abandon de la Turquie par la France, abandon si malheureusement réitéré de nos jours.

— La propagande russe terrorise la Grèce elle-même, au point que le gouvernement d'Othon a dû enjoindre à tous les réfugiés politiques d'Athènes, en grande partie Polonais, de quitter le royaume.

— Il n'y a pas jusqu'à l'insaisissable Angleterre qui ne ressente, elle aussi, dans ses îles Ioniennes, l'étreinte d'un des mille bras du colosse moscovite. L'insurrection qui vient d'éclater à Céphalonie a sans nul doute des ramifications à Pétersbourg.

— Dans le nord, le succès de la Russie n'est pas moins assuré, grâce à l'aveugle égoïsme avec lequel les Prussiens travaillent à anéantir chez eux jusqu'aux derniers restes d'une nationalité polonaise. La société poznanienne dite *liga polska*, formée sous les auspices de l'archevêque de Posen, M. Przyluski, oppose seule une résistance efficace aux efforts du germanisme. Mais quoiqu'elle ne poursuive aucun but politique, comme l'ont prouvé les fouilles minutieuses infructueusement faites dans ses bureaux, elle n'en a pas moins été interdite par la police prussienne.

— La Prusse se débarrasse de ses prisonniers badois en les échelonnant comme colons à travers les villages polonais, pour en dénationaliser les habitants.

— Au parlement actuel de Berlin les députés polonais de Poznanie et de haute Silésie n'ont pas même pu obtenir que les procès-verbaux des séances des deux chambres fussent publiés en langue polonaise, pour deux millions de sujets de la Prusse qui ne parlent que cette langue. La diète, à une immense majorité, a repoussé la motion faite à ce sujet par le député silésien Szafranek, motion que le ministère lui-même avait cru devoir appuyer comme mesure de sage prévoyance. Deux autres députés, de Poznanie, MM. Pilaski et Potvorovski, ont réclamé également contre l'application de la charte allemande à leur patrie. Ils prétendent et ils prouvent que les traités de 1815, en annexant la Poznanie à la Prusse, avaient garanti son avenir. Le traité de Vienne porte: « Les Polonais conserveront des institutions particulières qui garantissent le maintien de leur nationalité. » Le serment imposé aux Poznaniens renferme ces mots: Je veux être traître à ma propre nationalité, si je ne reste pas fidèle au roi. Le cabinet prussien reconnaît donc une nation polonaise: il se contredit donc lui-même en refusant à cette nation une constitution à part, et en ne voulant pas même faire mention d'elle dans la charte de la monarchie. Un si criant déni de justice n'aura-t-il pas pour conséquence inévitable de jeter les patriotes polonais de Pozen aux bras de la Russie, qui ne leur imposera pas du moins la langue allemande.

— La Galicie n'est pas moins que la Poznanie menacée par ses employés allemands d'une complète transformation. Les animosités entre les paysans affranchis et leurs anciens seigneurs continuent de paralyser le patriotisme des uns et des autres. A ce fléau vient se joindre celui qu'on appelle à si juste titre la nationalité *ministérielle* des Ruthéniens, dont les prétentions antipolonaises sont entretenues à grands frais par l'Autriche.

— Les mesures germanisantes n'épargnent pas même les fidèles Croates, qui, après avoir préservé le sud de l'Autriche par de si héroïques efforts, peuvent à présent s'écrier: *Sic vos non vobis!* Heureusement les Russes en disent tout bas autant à l'Autriche. — Ils ne cachent pas aux Slaves leur intention d'en finir avec cet empire. En Bohême, en Slovaquie, surtout en Moravie, sur cette terre classique des origines slavones et des pieux souvenirs cyrilliques de l'église greco-slave, les officiers russes manifestent de mille manières leur sympathie ardente pour les intérêts indigènes. En Hongrie ils vont jusqu'à apprendre complaisamment le maghyar, habile flatterie qui ne manquera pas son effet, en même temps qu'elle donnera aux Illyriens une utile leçon. C'est ainsi que par ses propres triomphes le tsarisme pourra bien amener malgré lui et contre lui, l'avénement de la grande république fédérative des peuples orientaux.

CYPRIEN ROBERT.

PARIS. — IMPRIMERIE DE L. MARTINET, RUE MIGNON, 2.
(Quartier de l'École-de-Médecine.)